

Un rapport secret destiné à Marcellin

POLITIQUE

Hebdo

numéro 11, jeudi 17 décembre 1970 ; prix : 3 F - « politique hebdo », 14-16, rue des petits-hôtels, paris (10^e)



LA SANGLANTE AGONIE DU FRANQUISME

LA SANGLANTE AGONIE DU FASCISME



Francisco Javier Irujo, Mariano Ospina, Eduardo Uribe, José María Domercq, Joaquín Goñi, Francisco Javier Larrea

(De notre correspondant particulier à Madrid)

A l'heure où ces lignes sont écrites, on ignore toujours le sort réservé par les juges militaires aux seize accusés du procès de Burgos. Mais on peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé le gouvernement espagnol à ouvrir ce procès.

C'est à la fin du printemps 1969 que les pièces de l'instruction 31.98 furent réunies. Il s'agissait essentiellement des déclarations attachées aux inculpés au cours de terribles interrogatoires qui, dans certains cas, se prolongèrent pendant deux mois. Le conseil de guerre devait mettre le point final à une opération policière qui avait duré huit mois pendant lesquels la province basque de Guipuzcoa avait vécu sous l'état d'exception. Le gouvernement estimait qu'à la fin de cette période l'organisation révolutionnaire ETA et avec elle tous les mouvements nationalistes basques, seraient décapités. S'il s'est lourdement trompé, c'est qu'il a cru pouvoir résoudre en « termes techniques » un problème fondamentalement politique. Les technocrates et les « durs » qui ont vécu les années de la « croisée » franquiste parlent de même langage, bien qu'ils emploient des termes différents. Pour les uns et pour les autres, les problèmes politiques peuvent se résoudre avec des dollars ou avec des balles.

L'instruction du procès « surmarinisme » (procédure d'urgence) s'est achevée au début de 1970. Mais le gouvernement a ajourné à plusieurs reprises l'ouverture des débats afin de ne pas ternir l'image libérale que Gregorio Lopez Bravo, ministre des Affaires Étrangères, entend donner du régime espagnol à l'étranger. Le gouvernement voulait éviter que les négociations avec le Marché Commun, entravées sept ans auparavant, subissent un nouveau retard. En juillet, l'accord commercial préliminaire fut enfin signé, mais à ce moment-là, de sanglants incidents à Grenade suscitèrent une telle tension que les autorités décidèrent à nouveau de repousser le procès.

Ces ajournements successifs donneront ainsi à l'opposition le temps de préparer une action coordonnée et d'informer la population des terribles peines qui seraient requises contre les seize jeunes basques.

les technocrates en difficulté

Au moment même où s'ouvre le procès, un homme de haute taille, d'une cinquantaine d'années, attend à l'aéroport de Barajas le départ d'un avion pour Las Palmas, capitale des Îles Canaries. Tous les appareils ont du retard à cause du brouillard. L'homme, visage rond, nez rond, légèrement chauve, parle à voix basse, contrariant ses gestes, avec un jeune homme vêtu d'un costume sombre. Quelques voyageurs le reconnaissent, bien que sa photographie apparaisse rarement dans les journaux. C'est que Laureano Lopez Rondo, ministre-commissaire au plan de développement, et cerveau politique du régime, méprise le « foule chaleureuse » et aime la solitude du pouvoir secret, tout comme son maître le dictateur Oliveira Salazar, dont il a traduit, en espagnol, les écrits et les discours.

Le professeur Laureano Lopez Rondo se préparait à passer quelques jours de vacances sur la plage de Las Palmas aux Canaries. Il semble étrange qu'il ait décidé de prendre du repos loin de la capitale, précisément au moment où le régime de Franco se trouvait, pour la première fois, dans une situation difficile, et sur la défensive, face à la clameur déchaînée à l'intérieur et à l'extérieur du pays par le procès de Burgos.

Cet étrange voyage de Laureano Lopez Rondo avait été précédé par un long entretien avec l'amiral Luis Carrero Blanco, vice-président du gouvernement et homme fort du régime. Et l'on avait appris peu avant la nomination au poste de président du Conseil provincial de Valence de son collaborateur et dauphin, José Perello Morales, jusqu'alors commissaire adjoint au Plan.

Deux semaines auparavant, dans les cercles politiques madrilènes, on avait beaucoup parlé d'une lettre que Mgr Jose Maria Escrivá de Balaguer avait envoyé, disait-on, à Lopez Rondo pour lui conseiller de cesser, du moins en partie, son intense activité politique. La polémique sur l'Opus Dei continuait en effet de battre son plein, et l'éclatante association catholique, qui se propose de « rechristianiser » le monde en prenant le contrôle des postes-clés de la société, n'aime pas la publicité.

La position de force conquise au sein du gouvernement espagnol, il y a un an, par « l'Élire » — comme l'appellent ses membres — grâce à la stratégie politique de Laureano Lopez Rondo, n'a pas donné les résultats espérés, au contraire. Tandis qu'à l'extérieur la nouvelle équipe ministérielle, qui se présentait sous un jour « libéral », était accueillie avec une certaine sympathie, on identifie bientôt, en Espagne, les ministres avec le « foule chaleureuse », ce qui pouvait être dangereux au cas où eux-ci échoueraient dans leur gestion gouvernementale.

Laureano Lopez Rondo est, comme plusieurs de ses collègues du gouvernement — le ministre des Affaires Étrangères Gregorio Lopez Bravo, le ministre de l'Éducation, José Luis Palasi, et celui du Logement Vicente Moris — lié à l'Opus Dei par un vœu de « pureté, obéissance et charité ». Il ne pouvait donc que suivre les conseils du « père », Mgr Escrivá.

L'affaire Matesa n'était sans doute pas étrangère à ces « conseils ». Plusieurs hauts fonctionnaires du ministère des Finances, du Commerce, de l'Industrie et du commissariat au Plan, membres de l'Opus Dei, se sont trouvés impliqués dans ce gigantesque scandale financier. Neuf cents millions de nouveaux francs de crédits publics à l'exportation ont été tournés par un industriel qui vendait des marchandises fictives à l'étranger. Malgré la discrétion de la presse, l'inculpation des anciens

ministres des Finances Mariano Navarro Rubio et Juan Jose Espinosa, et de l'ancien ministre du commerce, Faustino Garcia Monco, également membres de « l'Élire », a quelque peu discrédité l'Opus Dei.

le cap des mille dollars par tête

Or, dans ce même temps, le malaise n'a cessé de croître chez les ouvriers et les commerçants. Les mesures de stabilisation ont permis une sorte de miracle : le chiffre record d'un milliard et demi de dollars de réserves en or et en devises, a pu être atteint un an après la sommation du nouveau gouvernement. Mais il apparaît impossible de contenir l'inflation. Le coût de la vie a augmenté de 9 % depuis le début de l'année, suivant des chiffres officiels. En même temps les stocks s'accumulent

et sont accumulés les négociations pour la signature d'un nouveau contrat collectif.

Obnubilés par l'idée de dépasser la barrière de 1.000 dollars de revenu par tête et que l'Espagne n'aspire qu'à posséder sa Fiat 600 et sa télévision, les technocrates n'ont pas compris les changements qui se sont opérés dans la société. Pour les Espagnols de moins de 35 ans, qui représentent aujourd'hui plus de la moitié de la population, le fantôme de la guerre civile et de son million de morts n'inspire plus de crainte. Beaucoup de ces jeunes n'ont ni formation ni aspirations politiques. Mais ceux qui ont une certaine culture mal acquise peuvent aspirer aujourd'hui le régime car il ne peut songer à trouver un appui au sein des jeunes générations. Les technocrates

font démocratique chrétienne. Quelques heures plus tard, 129 avocats s'enfermaient dans les locaux du barreau de Madrid et exigeaient la libération de six de leurs collègues arrêtés à cette occasion.

Le gouvernement de Bonn faisait savoir par télégramme à Gregorio Lopez Bravo qu'il ne pourrait pas le recevoir dans la capitale fédérale allemande, où il était attendu, si le professeur social-démocrate Enrique Terno Galvan n'était pas libre. Les dirigeants politiques arrêtés furent remis en liberté vingt-quatre heures plus tard.

Les démarches en faveur des accusés de Burgos se multipliaient. Jose Maria Gil Robles, ancien ministre de la République, parti pour Bruxelles, où il eut des entretiens avec des représentants du Marché commun, puis pour Paris, où il fut reçu par un ministre français.



laissent. Cependant la croissance de la production s'effaillait.

Ce ne sont pas seulement les problèmes économiques qui ont mis le gouvernement dans une situation aussi délicate.

Le véritable problème réside dans le fait que l'équipe de technocrates est incapable de regarder en face et de résoudre les difficultés politiques de l'Espagne. Son théoricien, Gonzalo Fernandez de la Mora, actuel ministre des Travaux publics, est l'auteur d'un essai dont le titre, « le Crépuscule des Idéologies », est suffisamment éloquent. Sa philosophie politique, comme celle de Lopez Bravo, se résume à une sorte de « despotisme éclairé » adapté à l'ère des machines IBM. « Quand l'Espagne atteindra le chiffre de 1.000 dollars de revenu par capita, le peuple cessera d'être extrémiste et le moment sera venu de faire participer d'une manière ordonnée, aux décisions politiques », se plait à dire le ministre des Affaires Étrangères, Lopez Bravo.

Cette philosophie de l'équipe technocrates permet de comprendre certains des événements qui se sont déroulés ces derniers mois. Les projets de loi prévoyant la création d'associations politiques et une timide légalisation des tendances au sein du « Mouvement National » ont été ajournés. De nouvelles mesures ont été prises pour restreindre la liberté, déjà limitée, de la presse. Les Cortes ont discuté d'une loi syndicale qui, avec des mots nouveaux, maintient la vieille structure corporative fasciste. La police continue d'occuper les édifices de l'Université et les manifestations ouvrières sont réprimées avec plus d'énergie que jamais. Un métal a été tué par la police à Erandio, près de Bilbao, en février dernier, alors qu'il participait à une manifestation pour protester contre la pollution atmosphérique qui atteint, dans cette petite ville, l'un des taux les plus élevés du monde. Trois maçons ont été tués, eux aussi, à coups de feu, par la police, à Grenade, en juillet, alors qu'ils demandaient

n'ont pas su apprécier ce phénomène. L'opposition, au contraire, l'a compris et exploité ces jours derniers à l'occasion du procès de Burgos.

l'émotion internationale

Le Vatican et tout le secteur « post-conciliaire » de l'Église espagnole firent pression pour que le procès, primitivement prévu à huis clos, soit public et pour que des journalistes et observateurs étrangers puissent y assister. Le gouvernement finit par céder sur ce point. D'autre part, les évêques de Bilbao et de San Sebastian publièrent une lettre pastorale condamnant « les violences de la répression comme celles de la subversion » et demandèrent que « le procès du nationalisme basque » soit jugé « non par des militaires mais par un tribunal civil » puisque le délit pour lequel on demandait d'aussi lourdes peines avait été commis à un moment où la sévère « loi sur le banditisme et le terrorisme » n'était pas encore en vigueur.

Le secrétaire du Vatican demanda au gouvernement de Madrid de « ne pas exécuter les peines de mort au cas où elles seraient prononcées ». La conférence épiscopale espagnole n'a pu qu'approuver à l'unanimité le point de vue de la Curie romaine et apporter son appui aux évêques basques, bien que les catholiques intégristes accusent ces prélats de « protéger les terroristes ».

La protestation contre le procès de Burgos a uni, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, tous les courants de l'opposition : monarchistes, libéraux, démocrates-chrétiens, socialistes et communistes. Leurs représentants ont participé à des conversations pour l'établissement d'un programme commun qui devrait faciliter des « consultations démocratiques » après la mort de Franco. Le 26 novembre, la police madrilène arrêta 19 personnalités politiques de diverses tendances réunies dans un local appartenant à une associa-

tion démocratique chrétienne. Quelques heures plus tard, 129 avocats s'enfermaient dans les locaux du barreau de Madrid et exigeaient la libération de six de leurs collègues arrêtés à cette occasion.

le sabre du capitaine

Le gouvernement de Madrid, s'il avait voulu, aurait pu repousser une nouvelle fois la date du procès de Burgos en invoquant des questions de procédure et en faisant état, par exemple, du recours déposé devant le tribunal suprême afin que le cas soit jugé par un tribunal civil.

Pourtant, le jeudi 3 décembre, à 9 h 30, le conseil de guerre s'ouvrit au palais du capitaine général de Burgos. Des policiers surveillaient l'édifice autour duquel la circulation était rigoureusement interdite dans un rayon de 200 mètres. Les avocats de la défense demandèrent aussitôt que les débats soient ajournés jusqu'à ce que la Cour suprême tranche la question de la compétence du tribunal militaire. Ils récusèrent aussi les membres du tribunal qui, avant même que la sentence soit rendue, considéraient ouvertement les accusés comme coupables. Aucune de leurs deux demandes ne fut prise en considération.

L'un des avocats, Gregorio Pecees Barba, marqua cependant un point lorsqu'il fit remarquer au procureur qu'il ne portait pas le sabre réglementaire. L'observation peut faire sourire, mais, dans les casernes espagnoles elle a fait l'effet d'une bombe. Non seulement un officier avait commis une faute grave, mais, combi d'humiliation, c'était un civil qui lui en faisait la remarque. Ce sabre a été « le plus mauvais jour de la vie » du capitaine

Nicola Hota, condamné à 15 jours d'arrêt, qu'il accompagnera lorsque le Conseil de guerre aura fini de séjurer.

Dans les mois d'officier, l'affaire des nationalistes basques a été longuement débattue. Une lettre adressée par le capitaine général Rafael Garcia Valino au général Tomas Garcia Esteban, chef de la région militaire de Burgos, qui devra confirmer les sentences du Conseil de guerre, provoque de nouvelles polémiques. « J'estime que l'armée a pour mission de défendre le pays et non de juger des actes qui relèvent de la compétence d'autres organismes. Ceci peut provoquer des querelles qui éloignent l'armée du peuple », écrit-il Garcia Valino. Le capitaine général rappelle ensuite que c'était lui qui, en tant que chef de la première région militaire, avait signé en 1963 un engagement à mort du dirigeant communiste Julian Grimau, et il ajoutait : « J'ai pu

des, bientôt suivies d'effrontements plus larges et plus violents avec la police.

Le sort du conseil allemand à San Sebastian, Eugen Boll, à la veille du procès de Burgos, a, par ailleurs, placé l'Espagne des « technocrates » qui croyait avoir atteint le « niveau européen », au rang des pays latino-américains sous-développés où les enrôlements politiques sont devenus monnaie courante.

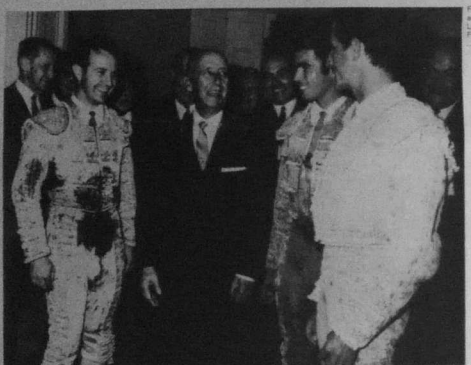
Anaia Ariza (« Entre frères »), organisation pour l'aide aux réfugiés basques, présidée à Bayonne par M. Teofilo Manzon, ancien ministre du gouvernement basque en exil, s'est faite le porte-parole des ravisseurs. « Le sort du conseil est lié au sort des innocents de Burgos ». Le gouvernement espagnol cependant s'est refusé à négocier. Son ministre de l'information, Alfredo Sanchez Bella déclarait : « Il n'est pas possible d'interlocuter valable et nous ne pouvons pas accepter de pressions sur

Godar's Kara », le vieux hymne aux accents duquel les soldats basques combattirent contre les franquistes pendant la guerre civile.

Lorsque la séance reprit, à huis clos cette fois, les accusés reçurent le tribunal « représentant d'un Etat fasciste qui opprime le peuple basque ». Ils demandèrent aux avocats de renoncer à la défense. Le président obligea cependant les défenseurs à demeurer dans la salle pour écouter les peines requises par le procureur : la peine de mort pour F. Xavier Irujo, imprimeur, âgé de 29 ans, accusé d'être l'auteur matériel de l'assassinat du commissaire Manzanares, pour les étudiants, Jose Maria Derrenzo, Eduardo Uriarte et Xavier Lopez et pour les ouvriers Mario Onaindia et Joaquin Gorostidi accusés d'avoir assisté à une réunion au cours de laquelle aurait été décidée l'exécution du commissaire. Le procureur a également réclamé 80 ans de prison

Francis à Madrid avec sa sœur à droite. Les militants Diego Prieto, Francisco Rivera et Santiago Martin, lors d'une corré de charité.

La proclamation de l'état d'exception dans la province de Burgos (les articles 14, 15, 16 et 18 du « Fuero de las Españas ») sont suspendus. Ceci implique l'abolition de toute sanction publique ou privée la liberté pour la police de perquisitionner à résidence et de garder à son gré les détenus 72 heures légales tout citoyen espagnol dans une prison à son gré à l'insouciance judiciaire.



constater alors que ce jugement avait créé un précédent et donné lieu à des discussions très désagréables lorsqu'il fallut décider à quelle arme et à quel corps revenait l'exécution. Le général Manuel Diaz Algarcia, chef du Haut Etat-major, aurait déclaré à des avocats catalans avant d'être expédié à Bruxelles où il se trouvait encore à la fin de la semaine précédente : « Les tribunaux militaires ne doivent pas servir à juger des crimes politiques ».

grèves et répression

A l'heure où commençait le procès de Burgos, 20.000 ouvriers se mettaient en grève à Bilbao et San Sebastian. Dans les petites villes du pays basque, les banques, les magasins, les bars fermaient leurs portes. Pour la première fois sous le régime de Franco, une région entière était paralysée par la grève générale. Des milliers de personnes parcouraient les rues en criant « Gora! Euzkadi Askatuta » (Vive le pays basque libre). La police devait, dans de nombreuses localités, employer des sapeurs-pompiers pour disperser la foule. Sept personnes étaient blessées par les balles de la police, et l'une d'entre elles devait mourir de ses blessures à Eibar. L'agitation continuait les jours suivants, surtout dans la province de Guipuzcoa où le gouvernement décrétait l'état d'exception. On ne pouvait désormais aller d'un village à l'autre qu'avec un sauf-conduit. San Sebastian était rasé, des centaines de personnes arrêtées. Des manifestations, des arrets de travail et des grèves de la faim se produisaient en Andalousie, en Catalogne et en Galice. A Madrid, l'arrestation d'une centaine d'étudiants qui dirigeaient le mouvement universitaire et de dix-neuf communistes qui possédaient deux imprimeries clandestines où était édité la propagande du parti et des commissions ouvrières, désorganisant les plans d'agitation de l'opposition. Il y eut cependant, dans la capitale, quelques actes de comman-

le pouvoir judiciaire qui, dans notre pays, est indépendant ».

L'organisation révolutionnaire ETA devait répliquer dans un communiqué « qu'elle n'était pas responsable de l'enlèvement effectué par un groupe expulsé du mouvement lors de sa 8^e assemblée générale, tenue en août dernier ». La fraction majoritaire de l'ETA n'approuve pas l'enlèvement, car « le procédé utilisé est retardé, estime-t-elle, un processus révolutionnaire qui doit compter sur la mobilisation des masses ».

Les « durs » gardent le pouvoir

Lent au début, le rythme du procès allait s'accroître les jours suivants. Presque constamment empêché de s'exprimer, comme ses confrères, le défenseur de Francisco Xavier Irujo, accusé de l'assassinat du commissaire de police Manzanares, put tout de même démontrer que le revolver technique avec lequel le policier avait été tué à Irujo, le 3 août 1968, avait été ajouté au dossier d'instruction deux mois après sa culture. Il souligna aussi le fait que la femme et la fille du commissaire Manzanares avaient refusé de venir témoigner contre Irujo devant le tribunal. Ce même jour, certains accusés comme le R.P. Juan Echevarre firent un terrible récit des tortures auxquelles ils ont été soumis. De semblables déclarations n'avaient jamais été faites en Espagne au cours d'un procès. Au cinquième jour du procès, une indisposition du rapporteur fut le prétexte avancé pour une opportune suspension des audiences. En fait, les divisions apparues au sein du tribunal reflétaient les divisions existant au sein du gouvernement qui a certainement délibéré alors au sujet de la conduite à tenir. Le 8 décembre, le président recommanda à couper brutalement les interventions de la défense. Le 9 décembre, au moment de la déposition du dernier des accusés, les sept nationalistes se mirent à crier : « Vive le pays basque libre » et à chanter : « Euzka-

pour l'ouvrier Jesus Adiriqueta, 70 ans pour le poète Juan Echevarre et les ouvriers Henrique Guelezaga et Victor Arana et des peones allant de 6 à 30 ans pour les autres accusés. Il a enfin demandé que Aranzazu Arruti soit acquittée et renvoyée à la clinique psychiatrique où elle est internée depuis qu'elle a perdu l'enfant qu'elle attendait après avoir été torturée.

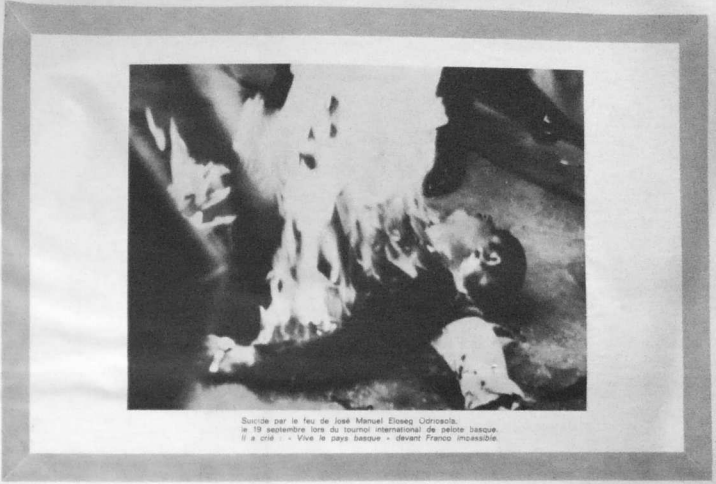
Les membres du tribunal militaire firent savoir qu'ils devaient étudier les 3.400 pages de l'instruction et que, dans ces conditions, ils ne rendraient pas avant plusieurs jours un verdict dont chacun savait désormais qu'il serait dramatique. Quant aux juges du tribunal suprême, ils ont joué les Ponce Pilate en déclarant que cette affaire n'était pas de leur compétence.

Lauroano Lopez Riedo, le plus représentatif des technocrates, a prolongé son séjour de repos aux Iles Canaries. En se mettant « hors circuit », il a laissé voir clairement entre les mains de qui se trouve, dans l'Espagne de 1970, le véritable pouvoir. Les militaires, les « Africains », les généraux vainqueurs de la guerre civile sont toujours les maîtres. C'est vers eux que montent les clamours de mort des associations d'anciens combattants et les pétitions religieuses dans le style démodé des années où il était question de « la croisade contre les Rouges » et de « fidélité au Caudillo ». C'est d'eux que dépendent la « justice » et la clemence.

Le gouvernement des technocrates était un rêve. Un régime qui ne bénéficie d'aucun appui populaire ne peut évoluer vers la démocratie. Les technocrates n'ont eu qu'une délégation de pouvoir pour essayer, pendant un certain temps, de donner de l'Espagne au-delà des Pyrénées, une « image libérale ».

Burgos a ouvert un érotisme tunnel au bout duquel se profile l'ombre pesante de la justice militaire.

Michel Laroche



Suicidé par le feu de José Manuel Elsoeg Ojoraso, le 19 septembre lors du tournoi international de pelote basque. Il a crié : « Vive le pays basque » devant Franco inaccessible.

L'E.T.A. : du nationalisme à la lutte de classe

Le procès de Burgos, c'est le procès fait par le régime franquiste à l'ETA (Euzkadi ta Askatasuna — le pays basque et sa liberté). La grande presse, à cette occasion, a publié des articles nombreux, mais souvent inexactes sur cette « mystérieuse organisation ». On ne peut, en fait, avoir une idée claire sur ce que représente aujourd'hui l'ETA que si l'on se réfère à l'histoire complexe d'un mouvement qui a beaucoup évolué.

Comme toutes les jeunes organisations politiques, l'ETA a connu, en effet, des crises, des scissions. C'est surtout l'introduction, dans son idéologie, du concept de lutte des classes, qui a provoqué les divisions d'un mouvement qui se définissait, lors de sa création, par des critères purement nationalistes.

Après la guerre civile, les partisans du séparatisme étaient regroupés au sein du Parti Nationaliste Basque (P.N.B.), fondé vers 1900. A l'instigation de Sabin d'Arana Gorri, composé essentiellement de membres de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, et encouragé par les Etats-Unis, le P.N.B. s'accrochait à l'espoir de voir changer la politique franquiste sous la pression des « démocraties occidentales ». Son programme, exclusivement nationaliste, n'était en aucune façon marqué par des préoccupations sociales.

Les éléments les plus jeunes du parti, groupés dans l'E.G.I. (Jeunesse du P.N.B.), préconisaient, à partir de 1954, l'action violente, tandis qu'apparaît, dans les années 1954-56, le groupe EKIN (Action),

fondé par des étudiants de la petite bourgeoisie basque. Ceux-ci prennent contact avec certains secteurs de l'E.G.I., avec lesquels ils fondent, en 1959, le mouvement ETA. Celui-ci est influencé par le contexte international de l'époque (guerre d'Algérie et révolution cubaine). Son objectif est de libérer le pays basque des deux Etats qui le colonisent (français et espagnols). Ses militants considèrent que le processus action-répression doit conduire à une escalade de la violence qui mènera progressivement à une insurrection populaire. Après une tentative de sabotage contre une voie ferrée, le 18 juin 1961, la police démantèle l'organisation (treize arrestations).

Durant la période 1961-1963, le mouvement se réorganise. En 1962, la première assemblée de l'ETA formule, pour la première fois, les principes de base de l'organisation. A un nationalisme virulent se mêlent des préoccupations démocratiques, sociales et humanistes (Droits de l'Homme, libertés publiques, etc.). Cette étape est celle de la consolidation idéologique et de la structuration plutôt que celle de l'action, ce qui n'empêchera pas l'ETA de participer, en 1963, au mouvement de solidarité avec les grèves des mineurs des Asturies. L'organisation subit un nouveau coup avec l'arrestation de trente-trois militants. Douze de ses membres, parmi lesquels le principal dirigeant, sont obligés de s'enfuir à l'étranger.

La deuxième assemblée (1963) révisé le programme antérieur d'insurrection armée à la lumière du « modèle vietnamien » défini par le leader révolutionnaire Truong

Ching. Quatre phases sont envisagées : propagande, actions militaires par des petits groupes, multiplication de ces actions de commandos, insurrection populaire enfin. Les mesures de clandestinité sont renforcées. L'organisation publie des « cahiers de sécurité » et, pour accélérer la politisation des militants, des « cahiers de formation » dont les titres sont révélateurs : Marxisme, Socialisme, Communisme, Nationalisme, etc.

Aucun changement idéologique ne se produit, au sein de l'ETA, au cours de la troisième assemblée (mars-avril 1964), car les dirigeants les plus concernés par les préoccupations ouvrières sont emprisonnés. L'organisation est alors essentiellement composée d'ouvriers et de petits employés. Elle décide de former des combattants professionnels armés appelés « les Libérés ».

Les dirigeants emprisonnés assistent, après leur libération, à la quatrième Assemblée. Ils ont été influencés, pendant leur détention, par d'autres mouvements politiques. Des divergences apparaissent alors, au sein de l'Assemblée, entre la tendance nationaliste et la fraction socialisante. Les « nationalistes » poussent davantage à l'action violente que les socialistes qui se montrent, quant à eux, plutôt favorables à une participation aux « Commissions ouvrières » (syndicats semi-clandestins). Après l'arrestation du leader des « nationalistes », la tendance « socialiste » s'empara — provisoirement — de la direction politique.

La rupture se produit au cours de la cinquième Assemblée, tenue en décembre 1966. La minorité socia-

liste se constitue en ETA-Berri et la majorité nationaliste en ETA (1). L'ETA-Berri se propose de lutter pour la dictature du prolétariat et pour l'union de tous les peuples en lutte contre l'Etat espagnol. Elle introduit, dans son programme, le concept de lutte de classes et attribue au prolétariat le rôle directeur dans la libération des peuples. Elle se propose enfin pour l'autodétermination des Basques.

Ses militants travaillent au sein des « Commissions Ouvrières » tout en conservant une certaine autonomie sauf dans la province de Guipuzcoa, où ils exercent qu'une influence limitée dans les milieux ouvriers, où ils essaient d'implanter des « Comités d'usine ». Leur idéologie évolue nettement, de 1967 à 1969, vers des positions marxistes-léninistes.

La parodie de la revue Kommunistik marque la transformation d'ETA-Berri, qui s'appelle aujourd'hui « Mouvement Communiste Basque » (M.C.B.), et qui déclare : « Etant donné, d'une part, l'unité de l'Etat oppresseur et de la classe dominante, et, d'autre part, le communisme d'intérêts des classes populaires des différents peuples et nationalistes d'Espagne, la révolution doit être une. Seul un parti du prolétariat et un seul Front Populaire peuvent diriger les masses ouvrières dans la lutte révolutionnaire ». La « libération des influences nationalistes » est le premier objectif à court terme que s'assigne le mouvement.

L'autre fraction de l'ETA se définit comme un « mouvement socialiste basque de libération nation-



EUZKADI BAT

... Son but est de créer un Etat socialiste basque dirigé par le prolétariat. Elle tient compte de la relation exploitée-exploités, mais en 1966, elle met encore l'accent sur le nationalisme.

L'ETA se structure en quatre fronts : Front politique, Front culturel, Front militaire et Front socio-économique, celui-ci constituant l'infrastructure de base de la lutte. Sous l'influence des milieux ouvriers, le « Front socio-économique » se transforme bientôt en un « Front ouvrier » qui doit permettre à la classe ouvrière de jouer le rôle dirigeant au sein d'un Front national. Après l'arrestation de plusieurs leaders du Mouvement, le « Front Ouvrier » parvient effectivement, en avril 1969, à contrôler la direction provisoire de l'organisation.

Lors d'une réunion tenue en juin 1970, le Bilzar Tipia (Comité central) définit l'Euzkadi (pays basque) comme un pays divisé en deux parties, l'Euzkadi nord, dominée par l'Etat français, et l'Euzkadi sud, dominée par l'Etat espagnol. La stratégie de libération du sud implique la collaboration du prolétariat et du peuple basque avec le proléta-

riat et tous les peuples opprimés par l'Etat bourgeois espagnol. Au nord, la stratégie pourrait être semblable, mais elle ne doit pas être obligatoirement synchronisée sur celle qui prévaut dans le sud.

nationalistes et « espagnolistes »

La sixième Assemblée convoquée par la direction provisoire, toujours dominée par le « Front ouvrier », se réunit à la fin de l'été 1970. Une nouvelle scission s'opère. D'un côté, le groupe des « militaires », composé de la majorité des éléments des « Fronts culturel et militaire » et du « Bilzar Tipia ». De l'autre côté, le groupe des « marxistes », dans lequel se retrouvent les membres du Comité exécutif et du « Front ouvrier ». La scission est organique mais aussi idéologique. Les « militaires » posent essentiellement les problèmes en termes de nationalisme : les « marxistes » les posent dans les termes d'une lutte des classes dont l'une des manifestations est, selon l'eux, l'oppression nationale du peuple basque. Les « marxistes » estiment que l'union de tous les prolétaires espagnols est indispensable et, de ce fait, ils se font traiter d'« espagnolistes » par les « nationalistes ». Ils voient, par ailleurs, en l'ETA l'empan d'un parti prolétarien basque qui mènerait la lutte pour l'établissement d'une dictature du prolétariat.

La radicalisation de la violence militaire — que préconisent les nationalistes, a conduit ces derniers à enlever le consul d'Allemagne fédérale à San Sebastian. Eugen Belli, mais cette action a été désavouée par les « marxistes », qui estiment préférable de compter sur la mobilisation des masses pour sauver les accusés de Burgos. L'ETA s'est donnée les moyens du travail de masse qu'elle préconise

en se dotant de solides structures organisationnelles. Les vingt mille cinq cents kilomètres ca-res du Pays basque et ses deux millions et demi d'habitants (dont 200 000 vivent en France) sont séparés en cinq « hierades » (« provinces »). L'un se trouve en Euzkadi nord (territoire français), les quatre autres en Euzkadi sud (provinces espagnoles de Biscaye, Guipuzcoa, Alava, Navarre). Chaque « hierade » est divisée en « zones », qui se subdivisent elles-mêmes en « pueblos », et ceux-ci en « mesas ». Les différents Fronts (politique, culturel, militaire et ouvrier) se constituent au niveau des « mesas ». Les comités de « pueblos » constituent les « Bilzartrak ». Ils traitent des problèmes de logement, d'habitat, d'éducation, et s'appuient sur le système traditionnel de gestion des villages. L'ETA s'implante enfin dans les entreprises par l'intermédiaire des « comités d'usines » ou se mêlent travailleurs basques et travailleurs immigrés venant d'autres régions d'Espagne.

de solides structures

Les dirigeants des « hierades » (hierarchicalités) forment un comité exécutif contrôlé par le « Bilzar Tipia » (petite assemblée), dont sont membres les chefs des « mesas », des « zones » et des « hierades ». L'organisme suprême est le « Bilzar Nagusia » (Assemblée Générale), dont font partie les représentants de la base, les membres du Bilzar Tipia et ceux du Comité exécutif. Cette assemblée ne se réunit pas tous les ans, mais en fonction des événements, pour définir la ligne idéologique du mouvement.

Au niveau des Bilzartrak, l'un des piliers du travail de « conscientisation » est l'enseignement en langue basque dispensé aux enfants, venant aux adultes dans les « Ikastolak » (écoles) (2). On peut divi-

ser celles-ci en deux catégories selon l'origine sociale de leurs élèves. Dans les grandes villes, les écoles sont surtout fréquentées par les enfants de la petite et moyenne bourgeoisie, la qualité de leur enseignement étant meilleure que celle des collèges d'Etat. Dans les villages, les « Ikastolak », qui sont moins chères que les écoles publiques, reçoivent surtout les enfants des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. La formation idéologique qu'ils donnent aux élèves est sensiblement différente de celle qui est dispensée en ville. Le nombre des « Ikastolak » de villages leur donne la possibilité d'infirmer la ligne de la Fédération des « Ikastolak » reconnue par le gouvernement de Madrid.

Les « Ikastolak » constituent, sans nul doute, le meilleur moyen d'insérer les travailleurs immigrés et leurs enfants à la communauté basque et de les faire éventuellement participer aux luttes de l'ETA. L'importance attachée aujourd'hui à cet aspect de « intégration » montre à quel point, pour l'ETA, le « marxisme » de l'ETA, la notion de « peuple basque » s'est transformée. La conception raciste héritée du premier idéologue du nationalisme basque, Sabin d'Arana Gornji, a fait maintenant place à l'idée de la « communauté basque » où s'intègrent tous ceux qui vendent leur force de travail en Euzkadi.

Maria Garreauda

(1) On dénomme cette tendance Euzkadi (ETA ancienne), simplement par rapport à Berri (nouvelle).
(2) Usage de l'enseignement de la langue basque, initiée après la guerre civile, mais à nouveau relancée depuis plusieurs années, tout pour les prolétaires politiques, dont les parents ne comprennent pas l'importance.

LES DETENUS POLITIQUES AUSSI...

14 prisonniers politiques espagnols ont vécu quelques jours en état d'alerte, car 230 détenus basques et espagnols y ont fait la grève de la faim pour protester, aux aurores, contre le procès de Burgos.

La manifeste qui rendait publique cette action et qui en expliquait les raisons a été mis à ma disposition pendant quelques heures, à Madrid. Il précisait que la grève affectait notamment la prison de femmes d'Alcalá de Henares et la « prison pour peñales » de Zamora.

En déclenchant cette action, les détenus politiques, qui sont communistes, trotskystes, anarchistes, chrétiens, démocrates libéraux, mais que les autorités appellent indistinctement « terroristes » et « hooligans », avaient eu en tête le « cahier » pour une durée indéterminée pouvant aller jusqu'à expiration de la peine, exclusion du bénéfice d'une amnistie éventuelle, perte des « droits de réhabilitation et de réinsertion sociale », qui possède au moins en théorie, tout prisonnier ayant purgé sa peine privation des droits civiques.

En Espagne franquiste est d'une rare clarté encore depuis le 17 juillet 1937. Ce jour-là, tous les évêques espagnols à l'exception des Catalans et de l'évêque de Vintina, ont signé une lettre pastorale, adressée à l'épiscopat mondial, dans laquelle, non contents de se solidariser avec le soulèvement franquiste contre la République, ils ont demandé « la compréhension et la solidarité des chrétiens du monde entier envers la cause franquiste ». Depuis, jamais l'épiscopat espagnol en tant que tel n'a rompu cette solidarité. Au moment de leur élection, les évêques prêtent serment — sur l'évangile — de fidélité au régime, et s'engagent à faire respecter cette fidélité par leur clergé. Cette compromission fait que l'épiscopat constitue une puissante force politique au service du franquisme.

Peut-on en dire autant de l'Eglise dans son ensemble ?

— Pendant longtemps l'attitude de l'épiscopat a trouvé un écho dans l'Eglise mais, depuis une dizaine d'années, une force nouvelle et très dynamique — composée de prêtres et de laïcs — s'est élevée contre la compromission des évêques, et elle s'est solidarisée totalement avec la cause du peuple, qui est devenue sa cause. Ces prêtres et ces catholiques sont devenus, de ce fait, des ennemis du régime. Aujourd'hui, 70 % du clergé est en désaccord radical avec le gouvernement et les évêques. Les militants laïcs, faisant de côté leur étiquette chrétienne, sont engagés massivement dans la lutte du monde ouvrier.

Quelle liaison existe-t-il, maintenant, au sein du mouvement révolutionnaire, entre les prêtres et les ouvriers ?

Le développement important du mouvement révolutionnaire en Espagne.

CONTRE LES « GRIGES »

J'ai trouvé à Madrid une ville plus soulevée encore qu'elle ne l'avait été, en 1962, par l'explosion de Juan Gimeno. L'explosion est surtout perçue et visible. Il y a beaucoup de grandes professions, des dirigeants chrétiens démocrates, socialistes et marxistes-léninistes. Tous sont membres du Comité de coordination de Madrid auquel appartiennent également des représentants des commissions ouvrières, du parti communiste et des mouvements socialistes.

J'ai personnellement le pays basque analysé par la grève générale et où se multiplient partout les affrontements entre la population et les « forces de l'ordre ».

A Bilbao l'agitation a commencé dès le jeudi 26 novembre, à l'université de Deusto, dirigée par les étudiants. Ceux-ci ont réussi à devenir une grève générale étudiante en faisant fermer les facultés, mais un millier d'étudiants ont défilé sur la Gran Vía. Poursuivis jusque dans l'avenue Bilbao, pourchassés par les « grises » — les membres de la « Policía armada » — le plus grand des étudiants cherchant refuge dans les tavernes du vieux quartier, d'où ils furent finalement — et violemment — expulsés par les policiers.

Ces étudiants ont lancé, les jours suivants, des opérations de harcèle-

ment — une trentaine de manifestations furent interdites sous prétexte de troubles à l'ordre public et ont été dispersées par la « Policía armada » qui s'acharne sauvagement sur les manifestants qu'elle réussit à saisir.

Quant je suis allé à San Sebastián, j'ai pu constater que l'affaire de l'enseignement du basque par des séparatistes suscitait dans la presse officielle espagnole, le compte rendu du démantèlement du procès de Burgos. Un ami me rappelle le verdict rendu, le 9 octobre 1962, contre l'acchariste Jorge Coello, jugé pour terrorisme, 30 ans de prison et non pas la peine de mort requise par le procureur. L'ombre du vice-commissaire d'Espagne arriva à Milan, à la fin du mois de septembre, planté sur le conseil de guerre, car les revues de presse font savoir que le diplomate ne serait libéré que si l'accusé avait la vie sauve. En sera-t-il de même aujourd'hui pour l'ETA et ses compagnons ?

Tout le pays basque pense à ce procès.

Jean-Pierre Olivier.

“personne ne peut plus reculer”

Beaucoup de Français ont vu à la télévision Pedro Meca Zuazu, basque, prêtre dominicain, qui a participé aux émissions « Objectif » et « Club de la presse ». Il trouve qu'il y a encore beaucoup à dire, et plus encore à faire en Espagne.

Politique Hebdo. — **Considérez-vous qu'aujourd'hui l'Eglise d'Espagne constitue une force politique ?**

Pedro Meca Zuazu. — Oui, depuis toujours, mais d'une manière plus clandestine d'opposition ont été — et sont toujours — les mouvements de répression sanglante. Seul l'Eglise catholique a pu conserver, à côté des organisations officielles, ses organisations propres. Mais l'évangile a été plus que l'idéologie dominante, celle du pouvoir. Des chrétiens, prêtres et laïcs, à partir d'une motivation exclusivement religieuse, se sont mis du côté du peuple.

Comment ? Dans un premier temps, par une activité d'entre-aide sociale, de « charité », et aussi par le partage des conditions d'existence de la population laborieuse. Certains prêtres se sont mis à travailler. Cette communauté de vie et de travail a fait naître une nouvelle solidarité, celle du combat. Quand j'étais vicaire de la paroisse de Moratalla, quartier ouvrier de Madrid, dès 1944-1965, nous avons fait de la M.A.I. de Dieu une maison du Peuple. L'Eglise servait de lieu de réunion et de discussion des problèmes de tous. Tous — chrétiens et non-chrétiens — y participaient, avec ou sans les prêtres, et les sœurs venaient, avec la police entendant l'Eglise. Un des prêtres qui se trouvaient alors avec moi, Mariano Gamo, est aujourd'hui incarcéré à la prison de Zamora, condamné à trois ans de prison. Une telle situation est, à l'heure actuelle, aussi générale que l'occupation des églises dans toute l'Espagne.

— **Ne craignez-vous pas de voir réapparaître, dans ces conditions, une nouvelle forme de cléricisme ?**

Certainement, et les exemples ne manquent pas. Un prêtre qui reçoit une formation de « leader » se croit souvent, consciemment ou inconsciemment, appelé à exercer, là où il se trouve, une fonction diri-

geante. Ce n'est qu'en adoptant l'idéologie de la classe ouvrière que les prêtres arrivent à trouver leur place de simples militants.

Cette idéologie de la « classe ouvrière » n'est-elle pas, en Espagne comme ailleurs, le marxisme ?

— Oui, bien sûr. Au niveau de l'idéologie, je ne vais pas encore, pour le monde ouvrier, d'autre issue que le marxisme dans toute sa radicalité. Les chrétiens l'ont compris, et de nombreux prêtres aussi. Le premier problème qui se pose à nous, en plus de la praxis quotidienne, est donc celui d'une connaissance théorique et historique sérieuse du marxisme, ce qui n'est pas facile en Espagne. Une fois cette connaissance plus ou moins acquise, nous avons des problèmes au niveau personnel. Bien que je pense que la profession d'athéisme ne soit pas intrinsèque à la praxis marxiste, la foi est constamment remise en cause sur tous les plans. La question reste posée, mais ce n'est qu'à partir d'une pratique révolutionnaire réelle et constante que la réponse théorique apparaitra. Comme chrétien et comme marxiste, je ne puis être qu'optimiste. L'avenir ne fait pas peur.

— **La police distingue-t-elle entre les prêtres et les laïcs ?**

— Autrefois, oui. Je me souviens qu'en 1965, au procès d'un prêtre basque, je me trouvais parmi les 300 prêtres qui entouraient le palais de justice. La plupart de ces prêtres étaient en soutane, alors que je portais, quant à moi, un blue-jean et un blouson. Quand la police est intervenue, on m'a « poussé » plus fort que les soutanes. Cependant, quand des prêtres catalans ont manifesté, à Barcelone, en 1967, c'est sur le soutane qu'on a cogné. Le changement, en deux ans, a été très net. Aujourd'hui, la police ne fait pas de distinction entre les prêtres et les laïcs qui lui tombent sous la main, pas plus qu'elle n'en fait entre chrétiens et non-chrétiens. Tant que les prêtres étaient considérés comme des alliés du régime, ils étaient « des gens bien ». A partir du moment où les anciens « amis » deviennent des ennemis politiques, la vengeance n'est que plus forte.

— **Que voit-il, après le procès de Burgos ?**

R. — A l'occasion du procès de Burgos, la conscience révolutionnaire a fait un grand pas en avant. Personne ne peut plus reculer, ni le gouvernement, ni le peuple. Côté gouvernement, il n'y a plus que la force brute pour se maintenir au pouvoir, et toute « démonstration » du régime est désormais exclue. Côté peuple, personne n'attend plus rien du pouvoir. La situation est donc objectivement révolutionnaire. L'issue politique ne peut venir que du mouvement révolutionnaire, et la violence oppressive du franquisme ne peut qu'accélérer le processus.

La procès de Burgos contribuera certainement à élargir l'opposition et à renforcer son unité. Alors que le gouvernement a toujours voulu isoler la lutte des Basques qu'il qualifie de « séparatistes qui brisent l'unité de la patrie », aujourd'hui tous les peuples d'Espagne ont compris que la lutte des Basques est leur lutte. Les manifestations qui se déroulent partout le prouvent. Burgos montre aussi que la conscience nationale « des divers peuples » d'Espagne, initiée à la conscience de classe, est la force révolutionnaire que craint le plus le régime. Ainsi l'embûche de l'ETA, est le drame rouge du prolétariat avec, dans un coin, le drapeau basque. Le symbole est clair.